

REHABILITATION D'UN IMMEUBLE DE 87 LOGEMENTS

RESIDENCE LES TILLEULS

52 Boulevard Pinel
69003 LYON

MAITRISE D'OUVRAGE

HCL Hospices Civiles de Lyon

45 rue Villon
69008 LYON



MAITRISE D'ŒUVRE



L. AYDOSTIAN
ARCHITECTE

AGENCE L.AYDOSTIAN

2 Rue de la Thibaudière
69007 LYON



études + énergies + HQE
Tous corps d'état

MGPLUS

73 Cours Albert Thomas
69003 LYON
Tel : 04.72.33.25.59

DCE

CCTP LOT N° 00 GENERALITES COMMUNES

Juin 2024
Affaire n° 222265
Indice 0

SOMMAIRE GENERAL

INTRODUCTION	3
DEFINITION DE L'OPERATION	3
REGLEMENTATION	4
DOCUMENTS A FOURNIR	5
D.O.E DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	5
CONNAISSANCE DES LIEUX, DES LOTS ET DE TOUS LES AUTRES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES OUVRAGES	6
ORGANISATION DU CHANTIER	11
DEMARCHE DE HAUTE QUALITE ENVIRONNEMENTALE	17

INTRODUCTION

L'énumération faite ci-dessous des différentes descriptions, natures et compositions d'ouvrages n'est donnée qu'à titre indicatif et ne présente en aucun cas un caractère limitatif ou restrictif.

L'Entrepreneur du présent marché devra le parfait et complet achèvement des travaux de sa spécialité nécessaires à la réalisation de l'ouvrage exécutés dans les Règles de l'Art, de la Réglementation, des Normes et D.T.U en vigueur. Il est implicitement prévu dans son offre toutes les sujétions. En résumé, le montant final des travaux est réputé comprendre tous les travaux et autres prestations nécessaires à la réalisation complète et parfaite des ouvrages nécessaires au projet objet du présent marché.

Il est rappelé que les présentes généralités ne peuvent être dissociées de l'ensemble des autres pièces constituant le dossier de consultation des entreprises

DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet de définir les travaux nécessaires à la réhabilitation et restructuration d'un ensemble immobilier de 87 logements situé 52 Boulevard Pinel à Lyon 3ème arrondissement.

Les travaux seront réalisés dans un immeuble occupé, en plusieurs phases suivant une organisation type « tiroir » défini dans le planning en annexe.

Les travaux consistent, en base, à :

- Isolation thermique par l'extérieur des façades
- Remplacement des façades légères en ossatures bois
- Remplacement des complexes d'étanchéités et sécurisation des toitures terrasses
- Remplacement des menuiseries et occultations extérieures des logements
- Remplacement des menuiseries extérieures des cages d'escalier
- Désamiantage totale des parties privatives
- Re-suivi des gardes corps des balcons
- Restructuration complète des 87 logements
- Remplacement des portes palières logements
- Embellissement des circulations horizontales communes (hors hall d'entrée)
- Remplacement complet des réseaux de distribution de chauffage et des radiateurs
- Remplacement des colonnes de chutes d'eaux usées et eaux vannes
- Rénovation de la VMC
- Remplacement des éclairages des circulations horizontales communes hall d'entrés compris

Liste non exhaustive

Liste des lots :

- Lot 01 Désamiantage-Curage
- Lot 02 Façade ITE – FOB - Bardage
- Lot 03 Etanchéité
- Lot 04 Menuiserie extérieure mixte bois-alu
- Lot 05 Menuiseries intérieures bois
- Lot 06 Serrurerie
- Lot 07 Plâtrerie Peinture Faïences
- Lot 08 Sol souple
- Lot 09 Chauffage Ventilation Plomberie
- Lot 10 Electricité CFO CFA

REGLEMENTATION

DOCUMENTS A RESPECTER : REFERENCES, REGLEMENTATIONS, LEGISLATIONS, DTU, NORMES, AVIS TECHNIQUES

Il est rappelé que le présent document constitue un cadre de spécifications techniques dans lequel certains détails peuvent ne pas être formulés explicitement. Ceci ne supprime pas pour autant l'obligation de les réaliser. L'entreprise chargée des travaux sera tenue d'avoir une parfaite connaissance de toutes les Réglementations et législation, de respecter les Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements et Normes en vigueur au moment de la réalisation des travaux, ainsi qu'aux règles de l'art, recommandations et avis techniques des fabricants pour les ouvrages concernés.

Ainsi les travaux devront, pour toutes les entreprises, être exécutés conformément:

- à l'ensemble des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) composés des règles de calculs, Cahier des Charges et Cahier des Clauses Spéciales, aux exemples de solutions et Cahiers de Prescriptions Techniques (CPT) publiés par le C.S.T.B.;
- à l'ensemble des Normes Françaises AFNOR en vigueur, et aux normes européennes dont il est fait mention dans le présent document;
- aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiés par Loi, Décret ou Arrêté, en particulier au Code de la Construction et de l'Habitation (CCH);
- aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental, et d'une façon générale à toutes prescriptions particulières applicables, notamment celles des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, gaz, téléphone, eaux usées) et des services publics (Poste, ordures ménagères, etc.);
- aux règles professionnelles spécifiques;
- au présent C.C.T.P., dans toutes ses parties.
- Réglementations concernant l'accessibilité des personnes handicapées, la thermique, l'acoustique, protection sismique, protection incendie ...

DOCUMENTS A FOURNIR

Se reporter aux Règlement de Consultation et CCAP

D.O.E DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Chaque titulaire de lot doit un D.O.E. Ce dossier rassemble tous les documents de nature à mémoriser les travaux réalisés et à permettre toute réparation ou modification sur les ouvrages. Pour une bonne élaboration, ce dossier sera constitué au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Afin de veiller à ce point, la maîtrise d'œuvre pourra demander sa présentation, au cours du chantier, notamment en ce qui concerne les plans de récolement.

La liste des documents ci-dessous n'est pas exhaustive, et sera amendée autant que nécessaire.

Le DOE comprend notamment la liste documents suivants:

- Plans d'implantation,
- Plans d'exécution
- Les plans indiquant par zone les charges d'exploitation prévues
- Les plans de recollement des réseaux, accompagnés de schémas synoptiques de repérages de chacun des réseaux et installations techniques précisant les cotes d'altitudes, les circuits, passages et sections des canalisations, indications précises des vannes, robinets d'arrêts, etc...
- Les plans et schémas électriques,
- Les plans et coupes sur parements, revêtements, calepin des dispositifs d'ancrage permanents,
- Coupes, détails, carnets de détails,
- Notes de calculs,
- PV d'essais, Essais COPREC, PV d'essais AEV, PV de réaction au feu, PV de mise en eau, PV de traitement des bois et des charpentes, PV d'essai de résistance des volumes verriers,
- Avis Techniques,
- Organigramme des serrures
- Certificats de conformité (Consuel, Qualigaz...)
- Certificats de garantie des fabricants pour les appareils ou les matériaux, mis en œuvre.
- Les notices d'entretien et de maintenance

1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique (sur clé usb) sera transmis à la maîtrise d'ouvrage d'œuvre.

CONNAISSANCE DES LIEUX, DES LOTS ET DE TOUS LES AUTRES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES OUVRAGES

VISITE DES LIEUX

Se reporter aux Règlement de Consultation

CONNAISSANCE DE L'ENVIRONNEMENT

Les entrepreneurs sont réputés, par le fait même de leur soumission, avoir une connaissance parfaite des lieux et terrains où doivent être réalisés les travaux et avoir mené toutes les investigations nécessaires et indispensables sur place.

Ils sont réputés avoir pris connaissance du site, de l'emplacement, des conditions générales, régionales et locales et devront inclure dans leur proposition toutes les dispositions à prendre en compte afin de ne pas gêner.

En résumé, les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir une connaissance parfaite des lieux, et en général, de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

CONNAISSANCE DU CONTENU DES AUTRES LOTS

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. et il est par ailleurs entendu que l'entrepreneur de chaque corps d'état est réputé avoir :

- Vérifier, au niveau de l'interface entre corps d'état, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- Pris pleine connaissance des dispositions applicables au présent lot et aux autres corps d'état permettant d'apprécier l'étendue et les limites de la prestation due au titre du présent lot.
- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux,
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités tant dans le cadre d'un lot déterminé qu'à l'intérieur de l'ensemble des lots,
- pris connaissance des caractéristiques techniques des ouvrages des autres corps d'état, avec lesquels ils sont une interface, et à ce titre prévu dans leur offre toutes les prestations complémentaires, nécessaires à l'exécution de leur ouvrage.

En conséquence, il ne saurait être question d'accorder des majorations quelconques pour raison d'omissions ou imprécisions du dossier de consultation des entreprises.

Il est entendu que l'entrepreneur de chaque corps d'état doit avoir pris connaissance du C.C.T.P. dans sa totalité et avoir apprécié très exactement ses prestations, en les complétant le cas échéant, compte tenu des prestations des autres corps d'état, ou des prestations des ingénieurs spécialisés, ceci afin d'être en mesure de livrer les ouvrages avec la finition exigée par le C.C.T.P., conformes aux règles de l'Art et en parfait état de fonctionnement.

En particulier, les points suivants sont précisés:

- Les localisations indiquées dans le présent document, si elles sont les plus précises possibles, ne sont pas limitatives des travaux à exécuter. Elles doivent être complétées par tous les ouvrages de même nature figurant sur les plans.

Lot n° 00 – Généralités communes

- Même si le CCTP ne décrit pas dans le détail des ouvrages tels que: façon de baies, de seuils, d'appuis, de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, préparation des fonds, raccordement, repiquage, façon de pente étanchéité, joints et habillages, etc..., ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.
- La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état; il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

Par ailleurs, il ne saurait être admis, qu'en cours de travaux, l'entrepreneur argue une connaissance insuffisante des travaux des autres corps d'état et interprète le seul C.C.T.P. de son lot pour s'autoriser :

- à fournir un travail qui ne permette pas au corps d'état lui succédant d'exécuter un ouvrage conformément au C.C.T.P. et aux règles de l'Art,
- à fournir un travail qui ne soit pas conforme aux descriptions et aux règles de l'Art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédent,
- à exécuter un ouvrage non conforme aux règles de l'Art en prétextant qu'une prestation incluse dans cet ouvrage devait être fournie par un autre corps d'état.

RECEPTION DES SUPPORTS ET RECEPTION INTER-ENTREPRISE

Chaque entrepreneur réceptionnera, au fur et à mesure de leur exécution, les supports et ouvrages exécutés par les autres corps d'état, sur lesquels il doit lui-même intervenir.

Une fiche de réception de support devra être réalisée entre corps d'état et être transmise au maître d'œuvre.

Le fait pour l'entrepreneur, d'avoir commencé les travaux de sa spécialité, suppose qu'il accepte les ouvrages exécutés par les corps d'état précédents.

Pour le cas où l'exécution des ouvrages sur lesquels il aura à travailler ne lui semble pas satisfaisant, il devra en rendre compte immédiatement au Maître d'Oeuvre, avant tout commencement de travail, faute de quoi il ne pourra se décharger sur un autre entrepreneur si, par la suite, ses travaux sont jugés irrecevables ni prétendre à un supplément de prix pour travail non prévu.

Le refus du support devra être effectué dans un délai de quinze jour maximum après la réalisation de ce dernier afin qu'il puisse y être remédié sans préjudice pour l'avancement des travaux.

NOTA : Les entrepreneurs sont également réputés avoir pris connaissance de l'état de finitions et caractéristiques techniques demandées des ouvrages des autres corps d'état, avec lesquels ils sont une interface, et à ce titre prévu dans leur offre toutes les prestations complémentaires, nécessaires à l'exécution de leur ouvrage.

PROTECTION ET CONSERVATION DES OUVRAGES MATERIAUX ET MATERIELS

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les entreprises assureront elles-mêmes la surveillance et la protection de leurs ouvrages matériaux et matériels dont elles sont responsables jusqu'à leur réception par le Maître d'Ouvrage. Elles prendront toutes les dispositions qui leur semblent utiles à cet effet.

Les entrepreneurs sont tenus responsables des ouvrages de leur lot et en doivent la protection contre les risques de vol, détournement et détérioration jusqu'à la réception des travaux, ce par tous moyens appropriés.

L'entreprise se doit de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer une protection durable et efficace sans supplément de prix, dès la mise en œuvre ou la pose, et de surveiller et d'entretenir cette protection jusqu'à la réception des travaux.

Lot n° 00 – Généralités communes

Il est précisé que:

- les détériorations constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance;
- les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge pour lui de se faire couvrir par une assurance;
- chaque entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il a approvisionnés et des outils de chantier.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas, les frais résultant de l'application du présent article ne peuvent être imputés au maître d'ouvrage.

CONTROLES ET ESSAIS

Se reporter au CCAP

STOCKAGES

Au niveau du stockage, l'entrepreneur approvisionnera le chantier en fonction planning d'approvisionnement qui sera défini, il s'assurera que ses fournitures, matériels qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques, mécaniques ou aux déformations soient convenablement protégées, et ne gênent en rien le bon fonctionnement du chantier.

RESERVATIONS DANS LES OUVRAGES PORTEURS

Toutes les réservations dans les ouvrages porteurs doivent être réalisées par les entreprises en charge des éléments de structures. Les entrepreneurs des lots intéressés par des réservations de ce type devront donc élaborer et communiquer leurs plans de réservations pendant la période de préparation. Ces plans comporteront obligatoirement:

- les dimensions des réservations
- les implantations de ces réservations par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence, aux ouvrages environnants dans les trois dimensions.

Ils les remettront:

- pour avis au maître d'œuvre sous la forme de plans cotés et, au besoin, d'une notice indiquant les impératifs de leur profession intéressant les autres corps d'état; et simultanément aux entreprises chargées de réaliser la structure qui reporteront les indications fournies sur leurs propres plans d'exécution.

Dans les parties devant rester apparentes, les emplacements des réservations, scellements, etc., devront être minimaux. Un soin tout particulier devra être apporté aux raccords dans ces ouvrages afin de conserver l'aspect final souhaité du parement.

Pour le bon déroulement du chantier, il est demandé aux entreprises des corps d'état de second oeuvre la plus grande vigilance sur les délais de fourniture de leurs plans de réservations. En effet, ceux-ci sont normalement élaborés après les plans d'exécution des ouvrages ; or les plans de réservations concernant les fondations et les planchers bas doivent être remis à l'ouverture de chantier; ceci induit un engagement des études d'exécution dès le début de la phase préparation de chantier.

Faute pour un quelconque entrepreneur d'avoir répondu à ces instructions, les trous ou ouvrages nécessaires à son corps d'état ne seront pas réservés.

Lot n° 00 – Généralités communes

Ils seront alors exécutés par l'entrepreneur du lot concerné, au frais de l'entrepreneur défaillant. De plus, en cas de détérioration des ouvrages du fait de ce travail, les réfections nécessaires seront effectuées par l'entrepreneur du lot structure concerné au frais de l'entrepreneur fautif. Un mémoire spécial sera alors remis au Maître d'Oeuvre.

Les entreprises en charge des éléments de structures exécutent, à leurs frais, dans les ouvrages concernés, tous les percements, réservations, travaux d'incorporation demandées en temps utile par les autres corps d'état. Sauf dispositions contraires énoncées au présent C.C.T.P., elles doivent également la mise en place dans les ouvrages porteurs des taquets, tasseaux, fourrures, rails, douilles, pièces de fixations et fourreaux, qui lui seront remis par les entreprises de second oeuvre et selon indications fournies par ces dernières.

Les entreprises en charge des éléments de structures doivent, après mise en oeuvre et essais, le rebouchage des trous inutiles ou des parties inutilisées, des trémies, des gaines techniques communes, des réservations, en veillant au respect des caractéristique technique de l'ouvrage.

TROUS, SCELLEMENTS ET RACCORDS DANS LES OUVRAGES NON PORTEURS

A l'exception des réservations dans les ouvrages porteurs, chaque entreprise doit effectuer, dans tous les autres matériaux, les percements et travaux nécessaires à la fixation et au passage de ses propres ouvrages.

Les trous, saignées, scellement, raccords, encastrement, calfeutrement seront réalisés conformément aux règles de l'art, en fonction du type d'ouvrage.

Tous les travaux consécutifs devant reconstituer le degré coupe feu, les caractéristiques d'isolement acoustique et thermique des ouvrages, résistance mécanique exigés.

Tout raccord exécuté par l'entrepreneur lui-même ne sera accepté que dans la mesure où toutes les qualités de finition auront été requises.

Seul le maître d'œuvre est autorisé à juger de la qualité ou de l'aspect final et ses décisions en la matière s'imposeront aux parties.

Il est de plus précisé que les divers travaux partiels, ou de finition, mise au point et raccords de toutes sortes réclamés par le Maître d'œuvre, ou son représentant, aux entrepreneurs, soit en cours d'exécution pour permettre la mise en chantier d'un autre corps d'état, soit en fin de chantier, devront être exécutés sans délai. Faute de quoi, ces travaux seraient exécutés par tout autre entrepreneur aux frais du défaillant.

FOURREAUX CHASSIS ET SOCLES

Fourreaux:

Toutes les canalisations, quelles que soient leur nature et leur destination, seront passées sous fourreaux pour leur traversée de murs et planchers, des maçonneries, cloisons légères et autres ouvrages. Les fourreaux, de section appropriée et de nature conforme à la réglementation, seront scellés en plein sur leur support, les raccords bien exécutés au nu des parois.

Les canalisations passeront librement dans ces fourreaux.

Chaque extrémité des fourreaux sera calfeutrée hermétiquement à l'air et à l'eau et devra empêcher toute transmission de sons par une matière imputrescible et non hygroscopique.

Leurs arasements par rapport au nu fini des parois seront exécutés selon les normes en vigueur et très visibles à l'œil nu avant exécution des finitions.

La fourniture et la mise en place de ces fourreaux incombent normalement à l'entrepreneur dont les canalisations passent à l'intérieur de ces fourreaux.

Lot n° 00 – Généralités communes

Socles et Châssis : Les corps d'état concernés (plomberie, ascenseurs, chauffage, climatisation, ventilation mécanique, etc) devront la fourniture aux lots concernés par la structure, des socles, châssis, blocs de produits résilients ou plots anti-vibratiles à placer dans les ouvrages. Ces produits ainsi que l'épaisseur du socle lui même devront faire l'objet d'une étude détaillée par l'entreprise qui en sera seule responsable en cas de défaillance.

ORGANISATION DU CHANTIER

INSTALLATION COMMUNE DE CHANTIER & GESTION DU COMPTE PRORATA

L'installation commune de chantier et la gestion du compte prorata est à la charge du **lot 07 Plâtrerie Peinture Faïences**.

L'installation de chantier propre aux besoins de chaque lot est à la charge du titulaire du lot concerné et devra être intégré aux prix de la D.P.G.F.

	INVESTISSEMENT	ENTRETIEN	EXPLOITATION
Fourniture et mise en œuvre			
	COUTS A CHARGE DU LOT :		
Chantier - voiries			
Plan de l’installation du chantier : stockage, cantonnement, stationnement, accès piétons & véhicules, grue, monte matériaux...	PP	PP	x
Panneau de chantier selon modèle MOA : affichage obligatoire de tous les intervenants, y compris sous-traitants, Voirie provisoire d’accès chantier :	PP	PP	x
Clôture de chantier : portail et clôture hauteur 2 mètres par panneaux type bac acier plein avec rappels des obligations pour pénétrer dans le chantier	PP	PP	x
Frais de voirie et de police			
Monte matériaux	PP	CP	CP
Alimentation électrique :			
Branchement et coffret protection générale	PP	PP	x
Desserte interne du chantier	EL	EL	x
Tableaux de branchements secondaires & protection	EL	EL	x
Eclairage du chantier	EL	EL	x
Branchement et alimentation provisoire des ascenseurs			
Factures d’énergie	x	x	CP
Alimentation eau potable			
Branchement compris regard	PP	PP	x
Double robinet de puisage à 1,00 ml du sol avec purge hors gel	PB	PB	x
Factures d’eau	x	x	CP
Alimentation téléphonique			
Branchement	PP	PP	x
Combiné accessible appels limités aux numéros d’appels des secours locaux	PP	PP	x
Factures de téléphone	x	x	CP

Lot n° 00 – Généralités communes

Cantonnement :			
Sanitaire de chantier, lavabo, WC	PP	CP	x
Raccordement au réseau d'assainissement	PP	PP	x
Raccordement au branchement d'eau potable	PP	PP	x
Raccordement au branchement d'électricité	PP	PP	x
Bureau de chantier chauffé & éclairé	PP	PP	x
Raccordement électrique	PP	PP	x
Equipeement mobilier table, chaises, rangement	PP	PP	x
Casques chantiers	PP	x	x
Réfectoire et vestiaires	TCE	CP	x
Raccordement électrique	PP	PP	x
Sécurité collectives et protection des ouvrages			
Fermeture des zones d'installations de chantier, portillons et verrouillage par chaîne et cadenas	PP	PP	x
Fermeture provisoire des pieds d'immeubles	Façade	Façade	x
Fermeture provisoire des logements			x
Balisages réglementaires matérialisant les risques les zones d'interdiction ou de restriction ainsi que la protection d'ouvrages enterrés ou aériens.	PP	PP	x
Signalisation réglementaire de sorties de chantier sur domaine public	PP	PP	x
Permission de voiries			
Frais de gardiennage du chantier	x	x	CP
Chauffage & pré chauffage du chantier			
Appareillage de chauffage	EL	EL	x
Raccordement des générateurs de chauffage sur alimentation du chantier	EL	EL	x
Consommation	x	x	CP
Ventilation provisoire des locaux			
Raccordement provisoire sur alimentation de chantier	EL	EL	x
Consommations	x	x	CP

Abréviations :

CP Compte Prorata ; PP Plâtrerie Peinture ; EL Electricité ; PB plomberie sanitaire ; CH Chauffage ; MI menuiserie intérieure ; ME Menuiserie extérieure ;

Autres dépenses de fonctionnement :

Les autres dépenses faisant l'objet d'une répartition sont les suivantes :

- remise en état des voiries et réseaux lorsque l'auteur des dégradations n'a pu être identifié,
- remplacement de fourniture et matériaux mis en œuvre et détériorés lorsque l'auteur des dégradations ou détournement ne peut être découvert, lorsque cet auteur identifié est insolvable, lorsque le préjudice ne peut être imputé à un lot déterminé.
- remise en place des bornes en limite de parcelle lorsque celles ci auront été déplacées ou arrachées et lorsque l'auteur des faits n'a pas été identifié.

Lot n° 00 – Généralités communes

Gestion des dépenses :

La commission du compte prorata est constituée, à l'initiative des entreprises, en phase de préparation de chantier. Les dépenses de fonctionnement sont gérées dans le cadre du compte prorata, selon les règles et les modalités fixées inter entreprises.

L'entrepreneur gestionnaire du compte prorata procédera au règlement des dépenses correspondantes et pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants des décomptes finaux à défaut d'autre convention de répartition inter entreprises.

Dans cette répartition l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'arbitre dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Il est précisé que le plan d'installation de chantier est à la charge du titulaire du **lot 07 – Plâtrerie Peinture**.

REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Se reporter au CCAP

PLANNING TRAVAUX

Se reporter au planning de phasage.

On rappelle ici qu'il ne sera accepté aucun arrêt de chantier durant les congés (compris mois d'août) et ce pour tous les lots.

PRE CHAUFFAGE ET CHAUFFAGE DU CHANTIER

A tout moment, selon les besoins, le Maître d'œuvre peut ordonner, le pré chauffage ou le chauffage du chantier, soit par le système de chauffage en place, soit par tous autres moyens annexes, tel que convecteur électrique, canon soufflant à air chaud...etc.

La fourniture du moyen de chauffage, sa mise en service, et son entretien est à la charge de l'entreprise désignée au tableau chapitre « installation de chantier ».

En cas de défaillance à cette prestation le maître d'œuvre pourra faire appel aux services d'une entreprise compétente.

Les offres sont réputées inclure ces frais de pré chauffage & chauffage, ils ne pourront être facturés au Maître de l'ouvrage.

NETTOYAGE DU CHANTIER

Le nettoyage du chantier devra être effectué conformément au CCAP et à la charte de la maîtrise d'ouvrage.

L'entreprise doit nettoyer le produit de ses déchets d'activité **quotidiennement**.

Elle doit prévoir et assurer l'évacuation et/ou la valorisation (sur place ou ailleurs, sous réserve de justifications) des déchets qu'elle produit sur le chantier.

Lot n° 00 – Généralités communes

Le coût de traitement des déchets du chantier, sera inclus dans les prix de l'entreprise. Le montant global de l'offre remise par l'entreprise et porté dans l'acte d'engagement comprendra donc le coût de traitement des déchets.

L'évacuation des déchets est obligatoire pour tous ceux qui ne sont pas valorisés sur place.

L'entreprise s'engage à évacuer les déchets de chantier prioritairement vers une plate-forme d'accueil des déchets du BTP, prévue par le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés, si elle existe, ou vers un site dûment autorisé.

Il est vivement recommandé que les déchets soient triés sur le chantier de façon à limiter les nuisances lors de leur transport et à faciliter leur valorisation ultérieure.

Après acceptation, pesée et déchargement de ces déchets sur la plate-forme ou le site autorisé, il devra délivrer un bordereau de suivi. Un exemplaire de ce bordereau devra être conservé par l'entreprise et un exemplaire par l'exploitant de la plate-forme ou du site d'évacuation autorisé. L'entreprise devra également en transmettre un exemplaire au Maître d'œuvre à l'appui d'une situation de travaux mensuelle, pour justifier l'évacuation des déchets.

Propreté en cours de travaux

La propreté à l'extérieur du terrain

Le nettoyage permanent, et quotidien des accès de chantier sur voies publiques ou privées et de ses abords sera assuré par chaque entreprise, ainsi que l'entretien en cours de chantier et la remise en état éventuelle des voies d'accès en fin de chantier, faute de quoi ces prestations seront réalisées par une entreprise compétente et imputées à l'entreprise concernée avec l'accord du maître d'œuvre.

La propreté à l'intérieur du terrain

Le chantier et ses abords devront être clos et conserver pendant toute la durée des travaux un aspect parfait d'ordre et de propreté et ce, jusqu'à la réception.

Chaque corps d'état sera donc tenu, sans attendre l'injonction du maître d'œuvre, de:

- procéder, en un lieu accepté par le maître d'œuvre, au stockage ordonné et rationnel de ses matériaux, fournitures et matériels dont les surplus ne devront pas séjourner inutilement sur le Chantier et seront évacués rapidement;
- effectuer de fréquents nettoyages de tous ses postes de travail et un nettoyage systématique et complet de chaque poste en fin de travaux, de procéder à de fréquents transports de ses déchets, gravois depuis les postes de travail jusqu'à une décharge agréée.
- vérifier avant la réception, avec l'ensemble des autres corps d'état, que les lieux et leur équipement pourront être livrés, prêts à être utilisés, c'est-à-dire nets de toutes tâches, souillures ou détériorations.

En cas de déclassement de bennes, l'entreprise responsable de l'erreur de tri devra payer la différence du coût du traitement.

Un constat de bon état du chantier sera à faire à la fin des travaux de gros oeuvre entre le maitre d'oeuvre et le titulaire du lot gros oeuvre.

Nettoyage avant OPR et avant réception

L'entrepreneur du **lot 07 Plâtrerie Peinture** aura à sa charge et ceci par l'intermédiaire, d'une entreprise spécialisée soumise à l'agrément du maître d'œuvre, le nettoyage complet de l'intérieur des bâtiments avant OPR et avant réception.

Ce nettoyage comprend en particulier, sans que cette liste soit exhaustive

- le grattage des revêtements de sols ;
- le lavage des verres et des glaces aux deux faces ;
- le nettoyage des appareils sanitaires, de toute la robinetterie ainsi que de tous les appareils électriques et des luminaires.

Lot n° 00 – Généralités communes

Après réception, toutes les entreprises intervenant pour la levée des réserves prendront en charge au prorata du nombre de réserves, un nouveau nettoyage des lieux.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

Piquetage général

Sans objet

Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet

NIVEAU ET CLOISONS

L'entreprise du lot plâtrerie procédera à l'exécution des traits de niveau à + 1,00 m des sols finis dans tous les locaux et à tous les niveaux .

Le tracé des cloisons en vue de la mise en place des huisseries sera fait conjointement par le menuisier et le plâtrier.

Le maçon et le plâtrier (suivant la nature des cloisons) sont tenus de vérifier au cours de leurs travaux le réglage des huisseries et signaler toutes anomalies.

ECHAFAUDAGES - MOYENS DE LEVAGE ET D'EVACUATION DES GRAVOIS

Les moyens de levage type plateforme de transport (lift) sera mise en place en façade Ouest et desservira tous les étages par le lot 07 Plâtrerie Peinture. Elle sera mise à disposition :

- De tous les corps d'état pendant la durée du chantier
- Une convention de mise à disposition et une formation seront réalisées avec toutes les entreprises utilisatrices

Les moyens d'accès en façade type plateforme sur mâts seront mises en place en façades principales par le lot 02 Façade. Elles seront mises à disposition

- Du lot Désamiantage-Curage : 1 mois en amont de l'intervention du lot façade
- Des autres corps d'état pendant la réalisation des façades

Chaque entrepreneur aura à sa charge tous autres échafaudages et moyens de transport ou de levage nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état.

A défaut d'une gestion collective des déchets de chantier décidé en phase de préparation par le collectif d'entreprises dans le cadre d'une gestion commune, chaque entreprise aura à sa charge l'évacuation quotidienne de ses déchets d'activité.

MOYENS D'ELEVATION DES PERSONNES

L'ascenseur existant sera réservé aux locataires seuls et sera interdit d'accès au personnel chantier.

MISE A DISPOSITION DE CARRIERE OU LIEU D'EMPRUNT

Sans objet.

LOGEMENT TEMOIN

Les Entreprises devront prévoir la réalisation d'un logement témoin, à réaliser en période préparation.

- Logement T1 n°38 au 3^{ème} étage
- Les équipements techniques seront posés à blanc.

A la fin du chantier, elles devront la remise en état complète des logements témoins, et ce avant la livraison.

L'entreprise du lot principal devra prévoir toutes les sujétions (accès provisoire, étanchéité des gaines au dessus du logement concerné, etc...) nécessaires à la livraison des témoins à la date prévue.

FOURNITURE ET MATERIAUX

L'entrepreneur qui envisagerait de poser des produits similaires devra clairement le préciser dans son devis estimatif et devra fournir en même temps, fiches produits, les avis techniques, procès-verbaux d'essais au feu et des échantillons pour justifier leur équivalence.

Tout produit n'étant pas techniquement et esthétiquement équivalent ne pourra être retenu.

Le Maître d'ouvrage et l'architecte se réservent le droit de modifier les matériaux en réunion échantillons.

Tous les matériaux et produits prévus au CCTP et mis en œuvre par le titulaire seront obligatoirement des produits de qualité (1er choix) issus de gammes professionnelles, estampillés par une des marques les plus représentatives du marché et portant la mention NF.

Les matériaux, produits et fournitures entrant dans la constitution des ouvrages réalisés devront satisfaire aux réglementations, règles de calculs, normes et D.T.U. en fonction de leur situation et de leur exposition et en particulier aux textes régissant l'isolation thermique et phonique ainsi que ceux ayant trait à la sécurité des personnes et aux protections contre l'incendie sans que la présente liste soit exhaustive ou limitative.

Le Service Technique de la DAD a indiqué dans le présent CCTP, pour des raisons de compréhension, d'adaptation et de compatibilité parfaite, un certain nombre de références de matériaux et de fourniture qu'il souhaite voir utiliser dans la réalisation des travaux relevant de ce marché. Ce choix a été réalisé en appliquant des critères qualitatifs de sélections très strictes (durabilité, fiabilité, réparabilité, esthétique, technique, habitabilité, protection de la santé, environnemental...).

Sauf pour certains matériels et matériaux où s'appliquent des contraintes d'uniformisation de l'ensemble des équipements ou de cohérence d'aspect, les références indiquées n'ont pas de caractère obligatoire. Pendant la phase de préparation chantier, l'entreprise titulaire du présent lot a la possibilité de proposer de mettre en œuvre des produits équivalents de qualités identiques ou supérieures à condition de les faire valider (accord écrit), avant toute mise en œuvre. Pour obtenir cette validation l'entreprise devra présenter des échantillons accompagnés de leur fiche technique, de leur fiche de données de sécurité, de leur fiche de déclaration environnementale et sanitaire, de leur fiche d'analyse du cycle de vie et tout autre document nécessaire pour juger de leurs qualités et apprécier l'équivalence.

Le Service Technique de la DAD se réserve le droit de faire déposer et/ou remplacer, à la charge complète de l'entreprise titulaire du présent lot, tout matériaux ou tout produit non validé en amont sans qu'aucune réclamation ne puisse être formulée, ni demande d'indemnisation, ni prolongement du délai d'exécution.

DEMARCHE DE HAUTE QUALITE ENVIRONNEMENTALE

ETANCHEITE A L'AIR DE L'ENVELOPPE

L'étanchéité à l'air conditionne dans une large mesure les performances environnementales d'un bâtiment en agissant à la fois sur ses performances énergétiques, la qualité du confort obtenue (thermique, acoustique et qualité d'air intérieur) et la conservation du bâtiment.

Objectif (obligation de résultat)

Une valeur limite (contrôlée par test) est fixée :

Q4Pa_surf ≤ 1.7 m3/h.m²

Prescriptions

Chaque entreprise doit assurer la continuité de l'étanchéité et notamment au niveau des :
menuiseries extérieures (éléments de menuiseries dont portes d'entrée, et liaisons menuiseries/façade) ;

liaisons entre les parois (continuité du frein vapeur devant tous les éléments de structure, mise en œuvre parfaite de la continuité des isolants, continuité des murs béton, traitement parfait des jonctions entre maçonnerie et baies) ;

équipements de CVC, plomberie et électriques (mise en place de manchons, bouchage de toutes les gaines entre l'intérieur et l'extérieur) ;

Trappes et tout élément traversant les parois.

L'ensemble des éléments nécessaires pour assurer l'étanchéité des liaisons (scotch adaptés, joint compribande...) devra être prévu par les entreprises. Certains points sensibles sont détaillés dans chaque lot concerné. Cependant la liste ne saurait être exhaustive et chaque entreprise doit donc prendre les précautions nécessaires pour assurer l'étanchéité à l'air de l'ouvrage.

Avant tout travaux, les détails de mise en œuvre proposés par l'entreprise devront être validés par la maîtrise d'œuvre.

Contrôle

Dans le cadre du projet, des inspections visuelles de la nature et de la mise en œuvre des matériaux et composants au niveau des liaisons sensibles seront réalisées tout au long du chantier.

D'autre part des mesures en cours et en fin de chantier seront réalisées par une entreprise spécialisée missionnée par la maîtrise d'ouvrage. En phase finale, la mesure de la perméabilité à l'air sera conforme à la norme NF EN ISO 9972 et son guide d'application FD P50-784 (2016).

Le cas échéant, les entreprises devront être présentes lors des tests afin de pouvoir clairement identifier les reprises nécessaires sur les points ne garantissant pas une bonne étanchéité à l'air. Les reprises seront à la charge de chaque entreprise et devront être réalisées sur l'ensemble du bâtiment concerné et non uniquement dans la zone testée.

Suite au test final, si les résultats ne sont pas satisfaisants par rapport à l'objectif, le test sera refait à la charge des entreprises identifiées. De plus, toutes les reprises nécessaires à l'atteinte de l'objectif seront effectuées par les entreprises identifiées à leurs frais.

QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES PRODUITS

Les produits éco-labellisés seront favorisés.

L'étiquette santé A ou A+ pour les produits intérieurs est exigée.

Qualité sanitaire globale des matériaux

Les descriptifs de chaque lot préconisent des matériaux et des équipements à faible impact sur l'environnement et la santé. Les produits en contact avec l'air intérieur bénéficieront tous d'une étiquette santé A+ et devront bénéficier autant que possible d'un écolabel reconnu (NF Environnement, écolabel européen, Cygne Blanc, Ange Bleu...). Les colles seront sans solvant et devront bénéficier d'un niveau EC1 ou EC1PLUS suivant le classement Ecode.

Afin qu'aucun produit de construction en contact avec l'air intérieur n'émette de fibres ou de particules, il est demandé de s'assurer que les produits en contact avec l'air intérieur ont fait l'objet d'un test de cancérogénéité selon la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97.

Les produits suivants sont interdits sur le chantier :

- les produits comportant des solvants organiques ;
- les produits comportant des éthers toxiques dérivés de l'éthylène glycol, ou des composants classés 1A ou 1B selon le règlement CLP ;
- les pigments à base de métaux lourds ;
- les produits susceptibles d'émettre des gaz toxiques (acide chlorhydrique, acide cyanhydrique) en cas d'échauffement ou d'incendie, quand ils sont totalement situés à l'intérieur du volume habité et quand il existe des produits de substitution ;
- les produits visés par une interdiction réglementaire (amiante, plomb) ;
- les produits étiquetés dangereux ou toxiques selon le tableau des phrases R de la Commission Européenne : R20 à R33, R41 à R48, R60 et R61.

Justificatifs à fournir

Les FDS (fiches de données de sécurité) doivent être fournies et présentes sur le chantier pour les produits dangereux tels que certaines colles, mastics, peintures, vernis, lasures, produits de traitement du bois, produits d'étanchéité et produits de nettoyage.

Les produits de construction et équipements employés disposent de caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées par un tiers indépendant :

- Certification délivrée par un organisme certificateur accrédité établi dans l'Espace Economique Européen ;
- Avis Technique ;
- Document Technique d'Application (DTA) ;
- Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ;
- Pass innovation feu vert ;
- ou avis délivré dans le cadre de la Loi ESSOC.

Il est demandé aux entreprises de justifier de la Déclaration Environnementale des différents produits mis en œuvre, en fournissant une FDES (fiche de déclaration environnementale et sanitaire).

Provenance des matériaux

Tous les bois utilisés seront de provenance légale, ils proviendront obligatoirement de la zone Europe, et autant que possible de France voire de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Tous les bois présenteront obligatoirement le label PEFC et/ou le label FSC, garantissant leur provenance d'une forêt durablement gérée.

Seront interdites toutes essences de bois recensées dans les annexes I, II et III de la Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flores sauvages menacées d'Extinction (CITES).

Traitement des bois

Dans la mesure du possible on privilégiera les essences naturellement durables, sans traitement préventif pour la classe d'emploi. Si un traitement est requis, les produits de traitement utilisés seront certifiés CTB P+ et adaptés à la classe de risque. Une attestation avec les procès-verbaux et certificats

Lot n° 00 – Généralités communes

de traitement seront fournis avant la mise en œuvre des bois pour avis au Maître d'œuvre et au Contrôleur technique.

Les menuiseries intérieures, produits de pose ou de préparation et les panneaux de bois concernés par l'étiquetage réglementaire doivent être classés A+ : blocs portes palières, portes de sas, blocs portes de distribution, portes coulissantes, portes pivotantes, placards à portes coulissantes ou battantes, panneaux contreplaqués, MDF revêtus et panneaux de particules revêtus, etc.

Les panneaux de bois non concernés par l'étiquetage réglementaire (OSB, MDF bruts, panneaux de particules bruts non transformés, dalles en panneaux particules) doivent être certifiés CTB Air+ avec un niveau d'émission de formaldéhyde E0,5.

Isolants

Les isolants seront conformes à la notice thermique et disposeront d'une certification ACERMI. L'entreprise fournira à la maîtrise d'œuvre environnementale dès la phase préparation de chantier un tableau récapitulatif des surfaces de chaque isolant qui sera posé ainsi que sa performance énergétique :

- Localisation de l'isolant
- Surface approximative de l'isolant (+/- 10%)
- Performance thermique (lambda, épaisseur et résistance thermique)
- Référence du certificat ACERMI
- Présence d'une FDES (fiche de déclaration environnementale et sanitaire)

Les isolants en contact avec l'air intérieur n'émettront pas de particules ou de fibres cancérogènes. Ils auront fait l'objet de tests de cancérogénicité prévus par la directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 transposée en droit français le 28/8/98. Les laines minérales utilisées seront certifiées EUCB.

Ouvrages en bois

Les essences de bois locales seront favorisées ; leur provenance sera justifiée.

La garantie de renouvellement de la ressource doit être justifiée par un label (FSC, PEFC) certifiant que les bois proviennent d'une exploitation durablement gérée.

Les bois ne nécessitant pas de traitement seront privilégiés (classe adaptée à l'usage). Si un traitement est nécessaire, les traitements naturels seront privilégiés. La certification CTB P+ des produits de traitement est exigée a minima ; elle atteste l'efficacité des produits de préservation et leur sûreté sur les plans de la santé humaine et des impacts environnementaux. Les liste des produits certifiés est disponible sur le site du FCBA.

Les panneaux de fibres devront appartenir à la classe A de la norme EN 622-1 (norme d'essai NF EN 120) ou de niveau E1 (émission en formaldéhydes inférieure ou égale à 9 mg/100g)

Les panneaux contreplaqués devront appartenir à la classe A de la norme NF EN 1084 (norme d'essai EN 717-2) (émission en formaldéhydes inférieure ou égale à 3.5 mg/m².h)

Les panneaux de particules devront appartenir à la classe 1 de la norme EN 312-1 (norme d'essai NF EN 120) (émission en formaldéhydes inférieure ou égale à 8 mg/100g)

Pour les bois collés, la classification E0.5 du CTB AIR+ est exigée (norme EN120).

Peintures

Les peintures, lasures ou vernis devront obligatoirement bénéficier d'une marque NF environnement, Ange Bleu, Eco label Européen ou de toute autre marque environnementale équivalente.

Les peintures seront en phase aqueuse pour les usages murs, plafonds, bois et présenteront un taux de COV < 1 g/L pour les murs et plafonds. Les peintures contenant des éthers de glycol sont interdites.

Colles de revêtement de sol et produits de ragréages

Les colles et produit de ragréage bénéficieront d'une marque NF environnement, Ange Bleu, Eco label Européen ou de toute autre marque environnementale équivalente.

Le label EMICODE EC1 est exigé (faibles émissions de COV).

Laines minérales

Les tests de non-cancérogénéité des laines minérales seront fournies (certificat EUCB).
Sans colle acrylique

Huile de décoffrage

Comme précisé dans la charte de chantier à faible nuisance, l'huile de décoffrage aura un classement Synad 4 gouttes minimum sur les critères environnementaux (à base végétale supérieure à 95 %).
Pour les bétons dont les parements sont laissés bruts, l'huile de décoffrage aura un classement Synad 3 gouttes minimum sur les critères environnementaux (à base végétale supérieure à 75 %).

CARNET D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE (DUEM)

Chacune des entreprises devra fournir une synthèse des recommandations en termes de maintenance appelé Dossier Ulérieur d'Exploitation et de Maintenance (DUEM) pour chaque lot. Il s'agit d'un plan d'entretien et de maintenance qui comportera pour chaque type de matériau, produit ou équipement du bâtiment, une notice permettant de :

- connaître les installations (schémas simplifiés, modes d'emploi en français),
- apprécier les signes avant-coureurs de défaillance,
- réaliser sur la base d'un calendrier préétabli les vérifications, réglages, remplacement de petits éléments,
- connaître les modes opératoires, les précautions à prendre,
- connaître la marque, le fournisseur, et toutes les caractéristiques nécessaires pour commander des pièces de rechange,
- connaître la fréquence, la durée et les modalités du nettoyage, de l'entretien courant, et de l'entretien d'importance, ainsi que les moyens nécessaires à ces opérations,
- prévoir des dispositifs de contrôles des contrats externalisés.